qu'elle allait fournir des dollars aux banques, afin de diminuer la pression sur le marché des changes, mais la mesure semble encore floue, y compris pour les établissements bancaires.

La masse monétaire totale dans l'économie (en prenant également en considération les comptes à terme en livres, ainsi que les comptes libellés en devises et les titres de dette en circulation en dehors du secteur financier), soit l'agrégat M3, n'a quant à elle connu qu'une faible hausse en glissement annuel, de l'ordre de 1 %, à fin octobre, et n'a même pas connu de changement durant les dix premiers mois de l'année. Cela s'explique d'une part par la baisse des dépôts à terme libellés en livres de 24,3 %, pour atteindre 21 551 milliards de livres, et d'autre part par la baisse des dépôts en devises de 6,2 % en glissement annuel pour atteindre 123 868 milliards de livres (au taux de change officiel de 1 507,5 livres pur un dollar).

La semaine de la Bourse de Beyrouth

984,44
-2,44 %

La Bourse de Beyrouth (BSE) a terminé la semaine en baisse de 2,44 %, l'indice BLOM Stock Index (BSI) s'établissant à 984,44 points, contre 1 009,09 à sa clôture la semaine précédente. Les informations concernant la capitalisation boursière, le nombre d'actions échangées et leur valeur cumulée ne sont pas disponibles cette semaine, le site de la BSE étant encore en cours de maintenance. Une situation qui est devenue la règle depuis plusieurs mois.

Solidere (A)	28,974	- 4,52
Solidere (B)	28,4	-8,36
Audi (GDR)	NC	NC
BLOM (GDR)	NC	NC
Byblos (GDR)	NC	NC
Holcim Liban	NC	NC

RESTAURATION

Tom and Mutz : un restaurant italo-américain à Mar Mikhaël

Tom and Mutz, qui mise sur une cuisine italienne d'inspiration new-yorkaise, ouvre le 25 décembre. Photo DR (image en 3D)

Nada ALAMEDDINE

Un nouveau restaurant beyrouthin ouvrira le 25 décembre dans le quartier de Mar Mikhaël, près de Starbucks et en face de l'ancienne station de bus. Pour se démarquer du large choix de restauration italienne déjà implanté dans le secteur (Tavolina, Marinella, Mario e Mario), Tom and Mutz mise sur une cuisine italienne d'inspiration new-yorkaise qui met en avant certains ingrédients typiquement américains comme le pepperoni, les boulettes de viande ou le poulet frit à la mozzarella. L'établissement de 90 m² peut accueillir jusqu'à 90 personnes, dont la moitié en extérieur. Le ticket moyen se situe autour de 150 à 180 000 livres libanaises par personne pour une pizza avec boisson. « Nous essayons de prendre cette crise économique comme une opportunité pour nous développer et être prêts quand l'activité reviendra. Personnellement, j'ai pris la décision de rester au Liban et je ne voudrais pas rester les bras croisés face à la situation actuelle », explique Richard Rostom, qui souhaitait un local dans une partie plus calme et moins embouteillée de Mar Mikhaël. La somme de 200 000 dollars a été investie dans cette enseigne par Richard Rostom et Issa el-Youssef, avec des partenaires saoudiens, Hatoon et Faisal Abdullatif.

Ingénieur mécanique de formation, profession qu'il a exercée pendant huit ans, Richard Rostom s'est lancé dans l'aventure de la restauration un peu par hasard, à l'occasion du Beirut Street Food Festival, à Monnot en 2015. Il a ensuite créé le menu et supervisé les cuisines du restaurant Workshop à Mar Mikhaël, devenu Joe Pena's depuis, avant de devenir le manager du restaurant de la maison d'hôtes Bouyouti à Beiteddine. En 2019, peu avant le début de la crise économique, il ouvre Husk, un restaurant spécialisé dans les burgers, rue Pasteur, à Gemmayzé, avec Ramzi el-Far.

Gestion de crise

« Vu la situation, il est de plus en plus compliqué de gérer les ressources humaines. Auparavant, à Husk, nous avions cinq personnes en cuisine très qualifiées. Tout fonctionnait parfaitement, mais ils ont tous quitté le pays. Aujourd'hui, même avec plus de personnel, l'efficacité est moindre. À ce problème s'ajoute celui de la fluctuation de la livre libanaise qui a une répercussion négative sur nos profits », précise Richard Rostom. Au niveau des produits importés, il doit désormais jongler entre cinq fournisseurs, contre un avant la crise.

Afin de se diversifier, le copropriétaire de Husk a entrepris de se développer à l'international en commençant par Le Caire. Trois enseignes Husk vont ainsi ouvrir l'année prochaine dans la capitale égyptienne en partenariat avec un investisseur local. Il y a six mois, l'enseigne a aussi ouvert ses portes à Dubaï sous forme de franchise avec la plateforme émiratie de cloud kitchen (préparation et livraison de repas) Kaykroo. « Nous espérons pouvoir faire de même avec Tom and Mutz. Nous voyons ce restaurant comme un prototype destiné à se développer dans la région. Nous attendons d'avoir opéré au moins un an avant de réfléchir à la franchise », conclut Richard Rostom, qui a déjà des contacts à Djeddah, en Arabie saoudite.

hodema consulting services

Cet article réalisé dans le cadre d'un partenariat avec Hodema Consulting Services n'a aucune vocation promotionnelle. Ce rendez-vous hebdomadaire sera consacré au secteur de la restauration et de l'hôtellerie qui continue, malgré tout, de se battre.

Brèves Liban

CHANGE

Sayrafa ne représente pas l'offre et la demande sur le marché libre, affirment les changeurs

Le syndicat des agents de change du Liban a justifié hier, dans un communiqué, les raisons pour lesquelles ses membres ne peuvent pas se baser sur le taux dollar/livre libanaise de la plateforme « Sayrafa » de la Banque du Liban (BDL) pour effectuer leurs transactions. Il estime en effet que le taux de cette plateforme, fixé quotidiennement, ne représente pas l'offre et la demande réelles sur le marché libre, où ce taux est toujours sensiblement plus élevé que celui inscrit sur Sayrafa. De fait, le taux dollar/livre sur le marché parallèle tournait pendant le week-end autour des 27 000 livres pour un dollar, tandis que le cours publié vendredi via cette plateforme par la BDL était de 22 400 livres le dollar. Dans son communiqué, le syndicat a rappelé que « selon la décision intermédiaire 13326 du 10 mai 2021, les sociétés de change agréées et certaines sociétés de transfert de fonds achètent et vendent des devises étrangères en fonction de l'offre et de la demande sur le marché libre », alors que Sayrafa « ne contient pas de tarification des devises étrangères par rapport à la livre ». De plus, cette plateforme « a été conçue pour refléter les opérations effectuées et fournir une moyenne », a précisé le syndicat. Enfin, le volume des transactions passant par Sayrafa, et annoncé quotidiennement par la BDL, ne représente que la valeur des dollars achetés par les banques et certains changeurs liés à la plateforme, a-t-il poursuivi. Et cela ne représente pas l'offre et la demande totales sur le marché parallèle, a ainsi conclu le syndicat. En somme, le syndicat a souhaité répondre, via ce communiqué, à plusieurs accusations récemment lancées dans les médias à l'encontre des changeurs, ainsi qu'à une déclaration faite début décembre par le gouverneur de la BDL, Riad Salamé, qui avait affirmé que les cours réels du taux dollar/livre sont ceux annoncés quotidiennement par la banque centrale, contestant par-là la légitimité du taux en vigueur sur le marché libre des changes. Mise en service il y a plus d'un an, Sayrafa avait pour objectif de rendre plus transparent un marché plongé dans le flou depuis plus de deux ans de crise mais personne ne peut réellement acheter des devises au taux de cette plateforme. Celle-ci ne semble aujourd'hui servir qu'à calculer et diffuser la moyenne des différents taux quotidiens auxquels sont réalisées les opérations de change effectuées par les banques, certains changeurs et la société de transfert d'argent OMT (représentant le réseau Western Union).

TÉLÉCOMS

Aoun signe in extremis l'ouverture d'un crédit à Ogero

Le directeur général de l'entreprise publique de télécoms Ogero, Imad Kreidié, a affirmé hier sur son compte Twitter que le chef d'État Michel Aoun a signé un document allouant à la société une augmentation de crédit. « La loi sera promulguée demain (aujourd'hui) », a-t-il ainsi déclaré. Une information tombée peu de temps après que le ministre des Télécoms, Johnny Corm, a tiré la sonnette d'alarme hier dans un communiqué où il a fait part d'une « interruption progressive » des services de télécoms et d'internet « dans les heures et jours » à venir, et ce sur l'ensemble du territoire. Selon lui, « la centrale de Tripoli – Bab el-Tebbané (Liban-Nord) et d'autres stations sont arrivées à court de carburants » et ont donc été mises à l'arrêt. Pour éviter un tel désastre, le ministre a enjoint le Conseil des ministres à approuver d'urgence « l'ouverture de crédit de 350 milliards de livres libanaises » pour Ogero. Johnny Corm n'en est pas à son premier cri d'alarme. Jeudi soir, lors d'une émission télévisée sur une chaîne nationale, le ministre avait prévenu d'une faillite du secteur des télécoms « avant février », le Liban n'ayant pu sécuriser que « 6 millions de dollars » sur les « 16 millions » dus aux fournisseurs étrangers pour les deux sociétés de téléphonie mobile du Liban, Alfa et Touch. Dans son communiqué, le ministre a expliqué hier que le secteur des télécoms fonctionnait malgré l'absence « de crédits » (le Conseil des ministres, seul corps décisionnel à ce niveau, ne s'étant plus réuni depuis la mi-octobre), de mazout (le pays fonctionnant au ralenti en raison des pénuries de carburants et de l'inflation des prix) et du service-clients (les employés de Alfa et Touch étant en grève ouverte depuis lundi dernier). Malgré la crise au Liban qui dure depuis deux ans, les sociétés nationales de téléphonie et d'internet fixes et mobiles ont conservé les tarifs pour leurs services à la parité officielle de 1 507,5 livres libanaises par dollar, malgré une dépréciation vertigineuse de la monnaie s'échangeant depuis plusieurs semaines au-delà des 25 000 livres le dollar sur le marché parallèle. Bloquées par les crises politiques qui se sont succédé depuis deux ans, ces sociétés ont ainsi cumulé les pertes et n'ont pu payer leurs fournisseurs faute d'approbation d'un exécutif absent. Réuni début décembre, le Parlement avait toutefois validé l'ouverture d'un crédit (sans en communiquer le montant) pour couvrir les dépenses d'Ogero.